



VILLE de RODEZ

## ARRÊTÉ

Modification temporaire des conditions d'occupation du  
domaine public, de circulation et de stationnement pour le  
remplacement de menuiseries  
17 boulevard de la République  
Le lundi 17 novembre 2025

N° AG 2025 – 1565

Le Maire de la Ville de Rodez,

Vu le Code général des collectivités territoriales, ensemble les articles L. 2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire et L. 2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police en matière de circulation et de stationnement,

Vu le Code de la route,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal sanctionnant par une amende de première classe toute violation d'une interdiction ou le manquement aux obligations édictées par un arrêté de police,

Vu la demande formulée le 13 novembre 2025, et adressée à la Ville par l'entreprise SOLEI,

Vu l'arrêté AG 2025-1535 en date du 10 novembre 2025,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, notamment son livre I, 1ère et 8<sup>ème</sup> parties et les textes subséquents le modifiant et le complétant,

Vu la Déclaration Préalable d'urbanisme numéro 012 202 25 00024 du 07 mars 2025,

Considérant qu'il appartient au Maire d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques sur le territoire communal au moyen de mesures de police administrative, et qu'il y a lieu, pour ce faire, de modifier temporairement les dispositions réglementaires applicables à la voirie communale et prescrites par le Règlement de la Voirie,

### Arrête

**Article 1** – Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° AG 2025-1535 en date du 10 novembre 2025.

**Article 2** – Le lundi 17 novembre 2025, de 9h00 à 17h30, 17 boulevard de la République, l'entreprise SOLEI est autorisée à occuper le domaine public, afin de permettre des travaux

**Article 3** – Le lundi 17 novembre 2025, de 9h00 à 17h30, 17 boulevard de la République, l'entreprise SOLEI est autorisée à neutraliser 2 places de stationnement, 30m<sup>2</sup> de trottoir et 15m<sup>2</sup> pour le positionnement d'un engin de levage afin de permettre le changement de menuiseries.

**Article 4** - Il conviendra d'afficher une copie de l'arrêté sur les lieux du chantier. Une copie de l'arrêté devra également être positionnée de manière lisible depuis l'extérieur sur le tableau de bord des véhicules autorisés à stationner dans le cadre du chantier.

L'entreprise SOLEI, responsable de cette intervention, sont chargée de la mise en place de la signalisation temporaire conformément aux recommandations de la Ville de Rodez et conformément aux manuels du chef de chantier (éditions du SETRA).

En cas de non-respect de celui-ci, l'autorisation pourra être retirée à tout moment.

**L'entreprise SOLEI devra s'assurer du respect de la libre circulation des véhicules et devra s'assurer de diriger les piétons sur le trottoir en face du chantier.**

**L'accès aux propriétés riveraines sera en tout état de cause maintenu.**

**Article 5** - Par ailleurs, l'autorisation d'occupation du domaine public est accordée sous réserve du respect de l'intégrité des sols, du mobilier urbain, des végétaux compris dans l'emprise de l'autorisation.

Les opérations de nettoyage consécutives à l'occupation du domaine public sont à la charge du pétitionnaire.

En cas d'anomalie, la Ville de Rodez se réserve le droit de facturer les opérations de remise en état ou de nettoyage nécessaires.

**Article 6** - La présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur Le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision concernée.

**Article 7** - Le Directeur Général des Services Communaux et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Madame la Préfète de l'Aveyron et à Monsieur le Directeur Départemental de la Police Nationale.

Rodez, le 17 novembre 2025

Le Maire certifie exécutoire le présent arrêté  
Transmis en Préfecture le 17 novembre 2025  
Publié le 17 novembre 2025

Le Maire,  
Pour le Maire,  
L'Adjointe Déléguée,  
Signé : Monique BULTEL-HERMENT  
Acte dématérialisé

Accusé de réception en préfecture  
012-211202023-20251117-ARAG20251565-AR  
Reçu le 17/11/2025